

## Mali : quel bilan dresser aujourd'hui de l'opération Serval ?

# 25 / 28 juin 2013

**A l'attention du lecteur** • Ce bulletin de veille a pour objet d'éclairer un événement marquant de l'actualité récente, d'en qualifier l'importance et d'en apprécier les conséquences éventuelles, à partir des analyses et des arguments d'experts internationaux. Les sources mentionnées ne sont en aucun cas exhaustives.

En liaison avec les armées du Mali et du Tchad, la France lance le 11 janvier 2013 une offensive contre plusieurs groupes islamistes menaçant la capitale malienne. Si elle a surpris par ses succès immédiats, cette opération soulève néanmoins des questions d'unité nationale au Mali, de sécurité régionale et d'organisation des interventions sur le plan européen, voire international.

### 1. FAITS : DECLENCHEMENT DE SERVAL

**Une opération soudaine.** Le 10 janvier 2013, deux colonnes de djihadistes attaquent la ville de Konna. Très vite dépassée, l'armée malienne se retranche à Sévaré. Le président malien par intérim, Dioncounda Traoré, demande alors une assistance au Conseil de sécurité des Nations unies. En octobre et décembre 2012, celui-ci avait déjà adopté les résolutions 2071 et 2085, autorisant le déploiement d'une force africaine. Constatant les difficultés rencontrées en Afrique pour mettre en place une telle intervention, François Hollande engage dès le lendemain les armées françaises dans l'opération *Serval*. Les objectifs sont d'aider les soldats maliens à lutter contre les groupes djihadistes, stopper leur avancée vers Bamako, restaurer l'intégrité territoriale du Mali et empêcher l'extension du phénomène aux pays limitrophes, où la France possède des intérêts stratégiques<sup>1</sup>.

**Des succès rapides.** Plusieurs hélicoptères français basés au Burkina Faso, puis des Mirages 2000D basés au Tchad, bombardent le 11 janvier les colonnes djihadistes qui s'approchaient de Mopti, à moins de 500 km de la

capitale malienne<sup>2</sup> (cf. carte p. 2). Des blindés légers détachés de l'opération *Licorne* en Côte d'Ivoire entrent à Bamako le 12 janvier. Le but des forces françaises est de couper les terroristes de leurs bases arrière, installées au nord du pays. En l'espace de quelques jours, les villes situées dans le sud de l'Azawad sont libérées du joug islamiste par la France et le Tchad, qui participe également aux combats dans le cadre de l'opération *FATIM*<sup>3</sup>. Fin janvier, les villes de Gao et de Tombouctou sont reprises, puis c'est le tour de Kidal et Tessalit<sup>4</sup>. Au fur et à mesure de l'avancée<sup>5</sup>, le dispositif français s'étoffe de plusieurs groupements tactiques interarmes (GTIA), de forces spéciales et de groupements aéromobiles, pour atteindre les 4 500 hommes.

**Mise en place de Serval 2.** A partir de début février, des éléments d'AQMI<sup>6</sup>, du MUJAO<sup>7</sup> et d'Ansar Dine engagent des opérations de guérilla meurtrières contre l'armée malienne dans les régions de Gao et de Tombouctou<sup>8</sup>, faisant ressurgir le spectre de la guerre en Irak<sup>9</sup>. Acculé au Nord, le gros des troupes d'AQMI accepte en parallèle le combat au sol contre les armées française et tchadienne au cœur du massif des Ifoghas,

<sup>2</sup> HEISBOURG, François. A Surprising Little War : First Lessons of Mali. *Survival*, vol. 55, n° 2, avril-mai 2013, p. 7-18.

<sup>3</sup> Forces armées tchadiennes d'intervention au Mali.

<sup>4</sup> HEISBOURG, François, *op. cit.*

<sup>5</sup> On compte, aux côtés des Français, 2 000 soldats tchadiens de la *FATIM*, quelques forces maliennes, mais aussi les Touaregs du MNLA-MIA après leur scission avec les autres groupes rebelles (cf. *infra*), ainsi que, peut-être, certains transfuges d'Ansar Dine. GOYA, Michel. La victoire du Tigharghâr. *La voie de l'épée*, 5 mars 2013. Consulté le 13/06/2013. Disponible sur : <http://minu.me/99ol/p>

<sup>6</sup> Al Qaïda au Maghreb islamique.

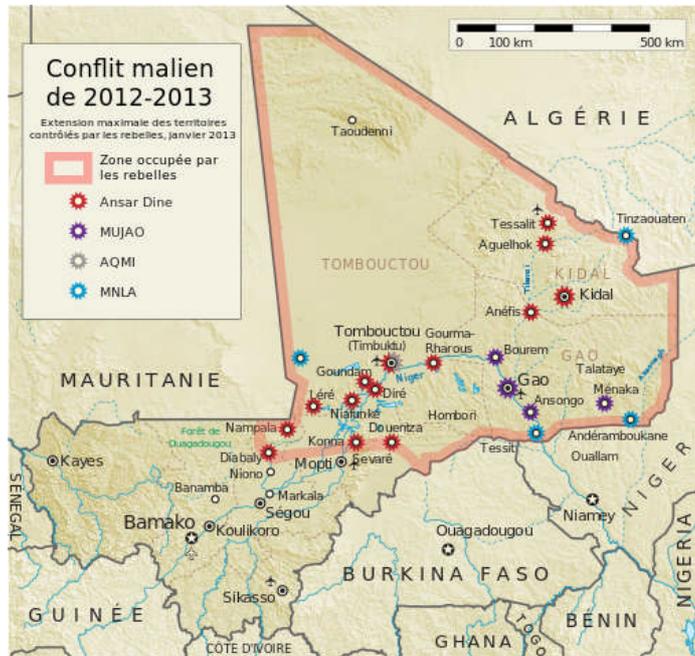
<sup>7</sup> Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest.

<sup>8</sup> FILLINGHAM, Zachary. The Opening Act of a Guerilla War in Mali. *Geopolitical Monitor*, 31 mars 2013. Consulté le 18/06/2013. Disponible sur : <http://www.geopoliticalmonitor.com/the-opening-act-of-a-guerilla-war-in-mali-4796/>

<sup>9</sup> Allusion faite, notamment, à la bataille de Falloujah, en 2004. Un certain nombre de combattants d'Irak ont apporté leur expérience aux groupes islamistes du Mali (attaques suicides, utilisation d'engins explosifs improvisés et de tireurs d'élite, etc.).

<sup>1</sup> GROS, Philippe ; PATRY, Jean-Jacques ; VILBOUX, Nicole. Serval : bilan et perspectives. *FRS*, note n° 16/13, juin 2013. Consulté le 19 juin 2013. Disponible sur : <http://www.frstrategie.org/barreFRS/publications/notes/2013/201316.pdf>

près de la frontière algérienne. Cependant, la supériorité de feu allié et l'absence de population dans les zones de combat permettent d'infliger de lourdes pertes aux terroristes et de nettoyer nombre de leurs caches d'armes et de matériels<sup>10</sup>. Débutée en juin, la saison des pluies marque une pause dans les affrontements entre les deux parties. L'aide apportée par les gouvernements algérien et mauritanien, qui ont accepté de surveiller étroitement leurs frontières, permet de contenir une partie de la menace dans l'espace malien.



L'Azawad revendiqué par les Touaregs du Mali est compris dans la zone en rose. Source image : [http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Northern\\_Mali\\_conflict\\_fr.svg](http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Northern_Mali_conflict_fr.svg)

**Vers un passage de relais.** Forte de ses succès, la France entame dès avril son retrait partiel du théâtre malien, prévoyant de réduire le contingent français à 1 000 hommes d'ici la fin de l'année<sup>11</sup>. L'annonce de ce retrait pourrait offrir aux islamistes l'opportunité de reconstituer leurs forces, en attendant d'avoir à faire à des armées moins puissantes<sup>12</sup>. Or, un certain nombre de chancelleries occidentales et africaines sont préoccupées par l'impréparation des troupes locales chargées de prendre le relais<sup>13</sup>. L'Union européenne avait anticipé cette situation en mettant en place l'EUTM-Mali le 18 février 2013<sup>14</sup>, afin de former les forces maliennes au

<sup>10</sup> GOYA, Michel. La victoire du Tigharghâr, *op. cit.*  
<sup>11</sup> Mali crisis : French troops begin withdrawal. *BBC News*, 9 avril 2013. Consulté le 13/06/2013. Disponible sur : <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-22079290>  
<sup>12</sup> FILLINGHAM, Zachary, *op. cit.*  
<sup>13</sup> SCHMITT, Eric. Terror Haven in Mali Feared After French Leave. *New York Times*, 17 mars 2013. Consulté le 13/06/2013. Disponible sur : <http://minu.me/99oj>  
<sup>14</sup> 500 hommes déployés sur 15 mois. Cette mission EUTM était prévue depuis 2012, mais n'avait pas encore pu être mise en place.

combat<sup>15</sup>. L'ONU, quant à elle, déploiera plusieurs milliers de casques bleus dans le cadre de la MINUSMA<sup>16</sup> à partir du 1<sup>er</sup> juillet, en remplacement de la MISMA, mise en place par la CEDEAO au début de l'année<sup>17</sup>.

## 2. CONTEXTE : UN TERREAU FAVORABLE AUX CRISES

**Crise récente au nord du pays.** La fin de la guerre en Libye a joué un rôle fondamental dans la crise touchant le Nord-Mali. Novembre 2011 marque en effet le retour d'une partie des combattants et des mercenaires touaregs de Kadhafi vers leur pays d'origine, renforçant au passage les rangs de groupes tels que le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA – Touaregs)<sup>18</sup>. D'abord alliés avec Ansar Dine et AQMI, les nomades parviennent début 2012 à conquérir Kidal, Tombouctou et Gao. En juin, le MNLA est pourtant écarté par les groupes djihadistes, qui s'emparent de tout le nord du pays avec le MUJAO<sup>19</sup>. Les islamistes imposent alors le régime de la charia à une population majoritairement musulmane mais pratiquant un islam spécifique, loin du fondamentalisme religieux<sup>20</sup>. Bamako, les capitales de la région ainsi que Paris s'inquiètent de l'essor de ces zones grises, où trafics et enlèvements d'Occidentaux se développent impunément. Le gouvernement malien déploie ses troupes dans le Nord, mais leur défaite est rapide à cause d'un défaut de préparation, d'équipement et d'encadrement motivé.

**Crise politique profonde à l'échelle nationale.** Les raisons expliquant la chute aussi rapide du Nord-Mali sont nombreuses : tensions communautaires, difficultés économiques, faiblesse des institutions et du système de gouvernance, classe politique mal structurée, poids de la

<sup>15</sup> La mission EUTM-Mali : lancée ! *Bruxelles2*, 18 février 2013. Consulté le 13/06/2013. Disponible sur :

<http://www.bruxelles2.eu/zones/sahel/la-mission-eutm-mali-lancee.html>

<sup>16</sup> Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali. Elle est autorisée par la résolution 2100 du 25 avril 2013, sera composée pour l'essentiel d'hommes de la MISMA, ainsi que de 1 000 Français, et comptera au total 11 200 militaires et 1 440 policiers (Cf. *La lettre du continent*, n° 659, 22 mai 2013, p. 3). Son site internet : <http://minusma.unmissions.org/>

<sup>17</sup> Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, sous le contrôle de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Autorisée par la résolution 2085, elle est mise en place début février 2013 et devrait compter, à terme, entre 6 000 et 8 000 hommes. Elle se compose essentiellement de troupes nigérianes et sénégalaises.

<sup>18</sup> POUPART, Pauline. Le point sur les acteurs contestataires au Nord-Mali. *Diplomatie*, n° 60, janvier-février 2013, p. 85-86.

<sup>19</sup> Une fois *Serval* déclenchée, le MNLA saura s'en souvenir : il changera de tactique pour favoriser le dialogue politique et apporter son aide aux forces maliennes et françaises contre les groupes islamistes.

<sup>20</sup> FAIVRE, Paul-Marie. La crise malienne, dans *Enjeux diplomatiques et stratégiques 2013*. Paris : Economica, avril 2013, p. 280-288.

corruption et de la « politique du ventre »<sup>21</sup>. En réaction à cette situation chaotique et au manque d'intérêt suscité par la question du Nord au sein de la classe politique, un Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE), dirigé par le capitaine Amadou Haya Sanogo, organise un coup d'Etat dès le 22 mars 2012, en pleine campagne présidentielle. Le président Amadou Toumani Touré est remplacé en mai par le président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré, en attendant un nouveau scrutin. Malgré la formation d'un gouvernement d'union nationale, la vie politique et institutionnelle se retrouve bloquée. Par ailleurs, des règlements de comptes se déroulent au sein même de l'armée entre partisans de Touré et de Sanogo, bloquant la résolution du problème au Nord et accentuant ainsi l'effet de crise auprès d'une population désabusée, extrêmement jeune et durement frappée par le chômage<sup>22</sup>. La situation politique est encore fragilisée en décembre par la démission du premier ministre Diarra, sous la pression du capitaine putschiste<sup>23</sup>.

**Mobilisation bienveillante mais insuffisante des Etats africains.** Désirant jouer un rôle de médiateur dans cette crise, la CEDEAO prend assez rapidement la situation en main : après avoir condamné le putsch, elle signe le 1<sup>er</sup> avril 2012 avec le CNRDRE une feuille de route prévoyant la mise en place d'un gouvernement d'union nationale en charge du problème au Nord et de l'organisation de nouvelles élections présidentielles. Dans le même temps, elle cherche à convaincre les Nations unies de l'utilité d'une intervention militaire. C'est finalement grâce aux efforts de la diplomatie française devant l'ONU qu'elle pourra mettre en place la MISMA en février 2013<sup>24</sup>. De même, durant toute l'année 2012, l'influence de la CEDEAO est restée faible au Mali, à l'inverse de celle de Sanogo. L'Union africaine a également cherché à résoudre la crise malienne par le biais d'une approche politico-militaire, mais l'ONU et les Etats-Unis ont estimé que le déploiement d'une force multinationale n'était pas possible avant le second semestre 2013, et ont préféré porter leurs efforts sur la consolidation de la transition politique.

### 3. ENJEUX : INTERVENTIONS UNILATERALES OU MULTILATERALES ?

**Les problèmes de fond persistent au Mali.** Parmi eux, le chercheur Paul-Marie Faivre identifie la corruption, la famine et la pauvreté, dont les victimes renforcent fréquemment les rangs des réseaux terroristes

<sup>21</sup> LUNTUMBE, Michel. Crises maliennes : enjeux et défis d'un dialogue national. *Diplomatie*, n° 60, janvier-février 2013, p. 80-83.

<sup>22</sup> REEVE, Richard. Highway to Sahel. *Jane's Intelligence Review*, vol. 25, n° 4, avril 2013, p. 22-28.

<sup>23</sup> LUNTUMBE, Michel, *op. cit.*

<sup>24</sup> FAIVRE, Paul-Marie, *op. cit.*

et criminels combattus dans le cadre de *Serval*<sup>25</sup>. Par ailleurs, en raison de la méfiance intercommunautaire, illustrée ces dernières années par l'émergence de milices tribales, la rupture entre populations « blanches »<sup>26</sup> du nord et « noires » du sud paraît aujourd'hui consommée et risque d'entraver réconciliation et unité nationales<sup>27</sup>. A titre d'exemple, citons le ressentiment des Noirs à l'encontre des Touaregs après le massacre de militaires et de civils à Aguehlok, près de Tessalit dans le Nord, auquel le MNLA a participé en janvier 2012<sup>28</sup>. L'espoir renaît toutefois le 18 juin 2013, avec la signature de l'accord de Ouagadougou entre le gouvernement malien et les Touaregs emmenés par le MNLA, prévoyant un retour progressif des troupes gouvernementales à Kidal, où les hommes du mouvement nordiste s'étaient installés<sup>29</sup>. Sur le plan politique, Bamako attend beaucoup des élections présidentielles, prévues en juillet 2013, malgré les nombreux problèmes logistiques à résoudre tant dans le Nord que dans le Sud<sup>30</sup>. En outre, une fois élu, le nouveau président devra trouver sa place dans un système de pouvoir où l'influence des militaires est omniprésente<sup>31</sup>.

**Ramifications régionales vs. stratégie de lutte contre les groupes « gangstero-djihadistes ».** De même que l'opération *Harmattan* avait chassé djihadistes et mercenaires de Kadhafi vers le Mali, *Serval* en a repoussé certains hors du pays. Des combattants se sont réfugiés à nouveau en Libye<sup>32</sup>, dans le désert algérien ou en Tunisie auprès du groupe Ansar Al Sharia, au risque d'y provoquer de nouveaux troubles. Plusieurs dizaines de milliers de réfugiés maliens sont partis vers les pays limitrophes, notamment en Mauritanie où l'équilibre ethnique déjà précaire se retrouve menacé. Paradoxalement, les trafics habituellement rencontrés dans la zone sahélienne se sont renforcés après le

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Arabes et Touaregs. Il convient de noter que, malgré le manque de considération de Bamako, la communauté touareg n'a pas entièrement rallié la cause défendue par le MNLA, qu'une grande partie est restée loyale à l'Etat et que des luttes intestines ont eu lieu au Nord.

<sup>27</sup> GROS, Philippe ; PATRY, Jean-Jacques ; VILBOUX, Nicole ; *op. cit.*

<sup>28</sup> Les 18 et 24 janvier 2012, la ville d'Aguehlok est attaquée par AQMI et le MNLA. A cette occasion, une centaine de soldats maliens et de civils auraient été abattus ou égorgés par les terroristes. SOARES, Ursula. Mali : exécutions sommaires à Aguelhoc, selon Paris et Bamako. *RFI*, 13 février 2012. Consulté le 20/06/2013. Disponible sur : <http://www.rfi.fr/afrique/20120213-mali-executions-sommaires-aguehlok-selon-paris-bamako>

<sup>29</sup> Dialogue intermalien, enfin un accord. *Les Afriques*, 19 juin 2013. Consulté le 24/06/2013. Disponible sur :

<http://www.lesafriques.com/actualite/dialogue-intermalien-enfin-un-accord.html?Itemid=89?articleid=38699>

<sup>30</sup> Mali : le casse-tête du calendrier électoral. *Africa Confidential*, n° 667, 13 mai 2013, p. 3-5.

<sup>31</sup> REEVE, Richard, *op. cit.*

<sup>32</sup> LUGAN, Bernard. Editorial. *L'Afrique réelle*, n° 42, juin 2013. Consulté le 24/06/2013. Disponible sur : <http://www.bernardlugan.blogspot.fr/2013/06/lafrique-reelle-n42-juin-2013.html>

déclenchement de *Serval*<sup>33</sup>. Depuis ses nouveaux sanctuaires, AQMI maintiendra sa capacité de subversion tant que les Etats voisins laisseront émerger leurs rancœurs et leurs rivalités (Algérie-Maroc), et qu'il n'existera pas en Afrique de coordination entre les nombreuses organisations continentales, régionales et sous-régionales<sup>34</sup>. L'urgence d'une stratégie de coopération est donc réelle pour prévenir une nouvelle territorialisation gangstero-djihadiste. Selon la FRS, les solutions permettant d'y remédier<sup>35</sup> réclament des moyens militaires et politiques encore insuffisants dans les pays de la zone, et nécessiteraient savoir-faire et temps en quantité. L'Algérie, la Mauritanie, le Niger et le Tchad devraient se trouver au cœur d'un tel dispositif. Il est à noter qu'une structure régionale de sécurité existe déjà depuis avril 2010 : le Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC), dont l'Algérie<sup>36</sup> est la nation-cadre et le Mali un des membres, accuse toutefois comme principale difficulté une absence de moyens.

**Washington en retrait.** Depuis une dizaine d'années, les Etats-Unis accordent un intérêt croissant aux coopérations régionales de sécurité telles que le CEMOC ou le *Trans-Sahara Counterterrorism Partnership*<sup>37</sup>. Ils sont donc davantage tournés vers des solutions indirectes (financements, formations) que directes et interventionnistes. Washington a très tôt exprimé son scepticisme à l'égard de l'initiative de la France, tant sur les résultats attendus que sur l'insistance française à demander un soutien. En effet, Paris a longtemps refusé d'envoyer plus de troupes en Afghanistan, quand Américains et Britanniques en réclamaient<sup>38</sup>. Doutant de la motivation réelle de la France dans cette région, Washington n'a pas souhaité risquer la vie de ses soldats, encore mobilisés en Asie centrale. C'est manifestement la raison de la participation américaine tardive à *Serval*, arrivée au terme d'un délai de dix jours, tout en se limitant à des supports renseignement et logistique, puis à une aide

<sup>33</sup> NICKELS, Benjamin. Mali's regional Ramifications. *Carnegie*. 6 juin 2013. Consulté le 24/06/2013. Disponible sur : <http://carnegieendowment.org/sada/2013/06/06/mali-s-regional-ramifications/g8sq>

<sup>34</sup> GROS, Philippe ; PATRY, Jean-Jacques ; VILBOUX, Nicole ; *op. cit.*

<sup>35</sup> La FRS évoque des solutions directes (frappes) et indirectes (endiguement de la menace).

<sup>36</sup> L'Algérie lutte depuis de nombreuses années contre AQMI et a dû affronter la prise d'otages d'In-Amenas en janvier 2013. Au déclenchement de *Serval*, elle permet à l'armée de l'Air française de survoler son territoire et ferme sa frontière commune avec le Mali, pour prévenir la retraite des islamistes lors de la bataille du massif des Ifoghas et interdire le passage des trafiquants.

<sup>37</sup> Financée par les Etats-Unis, cette initiative intergouvernementale est mise en place en 2005.

<sup>38</sup> LINDLEY-FRENCH, Julian. Malicious intent in Mali ? American and British views of France's intervention. *Aspenia Institute*, 6 mars 2013. Consulté le 24/06/2013. Disponible sur : <https://www.aspeninstitute.it/aspenia-online/article/malicious-intent-mali-american-and-british-views-france%E2%80%99s-intervention>

supplémentaire aux pays africains participant à la MISMA<sup>39</sup>. Les Etats-Unis poursuivent donc leur approche indirecte, l'objectif étant de démocratiser le Mali pour, à terme, stabiliser le pays. Ils profitent toutefois de *Serval* pour renouer leurs liens avec le Niger et y implanter une base de drones, qui manquait jusque là au dispositif de l'AFRICOM<sup>40</sup>.

### **Serval ou les atermoiements de l'Europe de la défense.**

Selon plusieurs analystes, l'opération confirmerait « l'inexistence de l'Europe comme entité stratégique en raison des divergences de cultures et d'intérêts stratégiques de ses membres »<sup>41</sup>. S'intéressant peu à l'Afrique pour les uns, se méfiant des atours « néocolonialistes » d'une telle intervention pour les autres<sup>42</sup>, les Européens sont allés au combat « en ordre dispersé », avec une implication « à la carte »<sup>43</sup>. Ils étaient pourtant tombés d'accord en 2012 sur le principe d'une intervention au Mali, en soutien d'une force africaine. Or, la MISMA ayant tardé à se mettre en place, les 27 ont choisi, en décembre 2012, de constituer la mission de formation EUTM-Mali, qui n'était pourtant pas encore opérationnelle lors du déclenchement de *Serval*. Par ailleurs, l'Europe ne s'est illustrée pendant l'opération que dans le cadre bilatéral : déclarations de soutien politique à la France, aide logistique de la part de la Belgique, du Royaume-Uni, du Danemark, de l'Italie, de l'Espagne, des Pays-Bas et, finalement, de l'Allemagne. Mais aucune autre troupe ne foulera le sol malien aux côtés des Français. Si la crise était prévisible depuis des mois, les institutions de la PSDC, dont le processus de décision est relativement lent et les budgets trop faibles pour certains, ne semblent d'ailleurs pas avoir cherché à projeter des hommes pour combattre<sup>44</sup>.

Fin juin 2013, l'objectif de la France et de la communauté internationale est de transformer *Serval* en opération de stabilisation, en incluant un volet politique à la contre-insurrection pour empêcher le retour en force des djihadistes. L'étendue du territoire malien rend dès lors indispensable un renfort en hommes, qu'ils soient français, africains ou « onusiens »<sup>45</sup>.

<sup>39</sup> GROS, Philippe ; PATRY, Jean-Jacques ; VILBOUX, Nicole ; *op. cit.*

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> *Ibid.*

<sup>42</sup> AMALRIC, Jacques. L'art François de la guerre. *Alternatives internationales*, n° 58, mars 2013, p. 12-15.

<sup>43</sup> DUMOULIN, André. Les poupées gigognes de la sécurité. *DSI*, n° 90, mars 2013, p. 42-46.

<sup>44</sup> 24h ou 6 mois ? *Bruxelles2*, 10 mai 2013. Consulté le 21/06/2013. Disponible sur : <http://www.bruxelles2.eu/defense-ue/defense-ue-droit-doctrine-politique/24-heures-ou-6-mois.html>

<sup>45</sup> GOYA, Michel. Mali : l'intervention militaire française en perspectives. *Diploweb.com*, 21 juin 2013. Consulté le 24/06/2013. Disponible sur : <http://www.diploweb.com/Mali-l-intervention-militaire.html>